

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19491 - 75ÈME ANNÉE

Municipales maintenues alors que les plus de 70 ans sont invités à rester chez eux sauf dimanche pour aller voter à la veille de la fermeture de toutes les écoles imposée par l'Etat

Coronavirus : élections «hors normes»



Emmanuel Macron a annoncé hier soir les mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la pandémie de coronavirus. La priorité est la protection des personnes les plus vulnérables, âgées de plus de 70 ans, priées de rester confinées et d'éviter les rencontres. Comment alors dans ces conditions être sûr que « rien ne s'oppose à ce que les Français, même les plus vulnérables, se rendent aux urnes ». En effet, la situation ne se sera-t-elle pas aggravée entre le premier et le second tour à l'image de l'extension rapide du coronavirus en moins d'une semaine en Italie, obligeant à mettre en quarantaine tout un pays ? En tout cas, c'est la partie du corps électoral susceptible de voter le moins pour les candidats LREM qui n'est pas encou-

ragée à se déplacer pour glisser un bulletin dans l'urne. Ces municipales seront donc des élections « hors normes », sans garantie que le second tour puisse se tenir en cas de scénario à l'italienne. Or, d'après plus de 30 journalistes signataires hier d'une tribune, une dégradation rapide et massive de la situation comme en Italie n'est pas à exclure.

Le président de la République a présenté hier les mesures que la France compte appliquer pour freiner la progression de la pandémie de coronavirus. La première priorité est de protéger les plus vulnérables, identifiés comme les personnes de plus de 70 ans. Depuis hier, il est donc interdit de rendre visite à des parents se si-

tuant dans un EPHAD ou un service de soin de longue durée. A ces interdictions s'ajoute cette recommandation : « Je demande ce soir à toutes les personnes âgées de plus de 70 ans, aux personnes atteintes de maladies chroniques ou respiratoires et en situation de handicap de rester autant que possible à leur domicile », a déclaré hier le chef de l'État précisant que cette demande n'est pas un confinement. Il sera possible de sortir prendre l'air ou de faire ses courses tout en essayant d'éviter au maximum les contacts.

Une autre mesure annoncée va dans ce sens, c'est la fermeture des crèches, collèges, lycées et université à partir de lundi. Sur la base des entretiens avec des scientifiques, le président de la République constate que les jeunes

peuvent être d'importants vecteurs du virus sans en présenter les symptômes. Par conséquent, en contact avec une personne touchée par le virus, un élève pourrait ramener la maladie à la maison et contaminer une personne âgée. Il est donc clairement demandé aux plus âgés d'entre nous de rester chez eux. Ceci répond à un principe de précaution bien légitime. Mais alors, comment expliquer que quelques instants plus tard, le chef de l'État déclare : « J'ai interrogé les scientifiques sur nos élections municipales (...) rien ne s'oppose à ce que les Français, même les plus vulnérables, se rendent aux urnes ». Emmanuel Macron a ajouté que des dispositions devront être prises pour éviter tout risque de transmission du coronavirus dans les bureaux de vote. Cela suppose donc d'éviter tout contact, ce qui semble difficile au regard des files d'attente qui peuvent se former.

Course aux procurations ?

Autrement dit, dans ces conditions, si une personne considérée comme vulnérable ne veut prendre aucun risque, elle n'est pas encouragée à se déplacer pour aller glisser un bulletin dans l'urne dans un bureau de vote. Il est également à noter que les plus de 70 ans sont la tranche d'âge susceptible de voter le moins pour les candidats soutenus par le pouvoir. La seule solution conciliant continuité de la vie démocratique et sécurité sanitaire est donc la procuration. Or, cette annonce est intervenue à moins de trois jours du vote. Le délai est sans doute trop court pour que chacun puisse s'organiser. En conséquence, il est à craindre qu'une grande partie des personnes vulnérables au coronavirus ne votent pas dimanche, ce qui voudrait dire que ce premier tour des municipales serait privé d'une part importante de son

corps électoral.

Par ailleurs, la décision annoncée par Emmanuel Macron est un coup de poker. Comment en effet le gouvernement peut-il prédire ce que sera la situation sanitaire le 22 mars, dans presque 10 jours ? En effet, la France n'est pas à l'abri d'un scénario à l'italienne. Mercredi et jeudi, près de 200 morts par jour ont été dénombrés, et les événements se sont considérablement accélérés. Qui pouvait croire 10 jours avant la décision qu'un pays européen frontalier de la France allait mettre toute sa population, soit 60 millions de personnes, en quarantaine ?

Quelle garantie pour la tenue du second tour ?

Autrement dit, quelle est la garantie apportée par le gouvernement que la situation sera stabilisée ou améliorée entre aujourd'hui et le 22 mars ? Les propos tenus par le président de la République n'ont pas été rassurants à ce sujet. Il a fait part des limites d'un système de santé victime d'incessantes restrictions budgétaires qui ont poussé les personnels des hôpitaux à faire grève. Ordre est donné de libérer les lits pour faire face à l'afflux des personnes malades du coronavirus, ce qui signifie que la France n'a plus les moyens d'assurer à la fois la gestion quotidienne des soins et celle de l'arrivée d'une pandémie.

D'ailleurs, Emmanuel Macron a souligné que la France fait face à la plus grave crise sanitaire depuis un siècle, soit depuis la grippe espagnole qui fit plus de victimes que les combats de la Première guerre mondiale. Il a fallu plusieurs mois avant que cette pandémie soit stoppée, alors que les échanges étaient beaucoup moins importants qu'aujourd'hui. D'ailleurs, le président de la République n'a pas précisé quand les établissements scolaires et universitaires seront de nouveau ou-

verts, ce qui montre que la crise sanitaire va s'installer dans la durée en France.

Qui aurait payé les dépenses des candidats en cas de report ?

Si le chef de l'État a annoncé que des crédits seront débloqués pour les hôpitaux, pour les salariés mis au chômage partiel et pour les entreprises en difficulté « quoi qu'il en coûte », le report des municipales était sans doute une dépense de trop pour le gouvernement. En effet, un report de plusieurs mois aurait obligé à organiser une nouvelle campagne, et donc les candidats à engager de nouveau des frais pour payer leur campagne. Si le chef de l'État avait reporté les élections, tous ces candidats auraient pu se retourner vers l'État et demander le remboursement de toutes les sommes engagées, tous et pas seulement ceux qui auraient été crédités de plus de 5 % des suffrages car le scrutin n'aurait pas eu lieu le jour prévu.

Si à La Réunion, la situation sanitaire est bien différente d'en France et permet au scrutin de se tenir dans des conditions quasi-normales, ce n'est pas le cas dans les régions françaises où, comme à Montpellier, les rassemblements de plus de 50 personnes sont interdits.

En maintenant le scrutin municipal sur la totalité du territoire de la République, Emmanuel Macron tente un coup de poker risqué et a décidé de faire de ce vote des élections « hors-normes ».

M.M.

Tribune libre

Trump, Macron, Robert



L'interdiction des vols depuis l'Union européenne vers les Etats-Unis est la plus grande offensive de la guerre commerciale lancée par Donald Trump contre l'Europe.

Trump vient de lancer la plus grande offensive dans la guerre commerciale qu'il a engagée contre l'Europe. Depuis le bureau ovale, dans un discours solennel, il déclare : «Pour empêcher de nouveaux cas de pénétrer dans notre pays, je vais suspendre tous les voyages en provenance d'Europe vers les États-Unis pour les 30 prochains jours». On a remarqué que le Royaume-Uni est exclu de cette mesure et que l'Europe est pour lui plus dangereuse que l'Asie. La brutalité de la décision et la rupture unilatérale sont conformes à ses déclarations de guerres antérieures.

Voici ce qu'il disait, en mars 2018, lorsqu'il s'attaqua aux marges commerciales des "ses alliés". «quand un pays perd des milliards

de dollars en commerçant virtuellement avec tous les pays avec lesquels il fait des affaires, les guerres commerciales sont bonnes et faciles à gagner". "Par exemple, quand on a un déficit de 100 milliards de dollars avec un pays et qu'il fait le malin, on arrête de faire des affaires et on gagne gros. C'est facile".

@realDonaldTrump

When a country (USA) is losing many billions of dollars on trade with virtually every country it does business with, trade wars are good, and easy to win. Example, when we are down \$100 billion with a certain country and they get cute, don't trade anymore-we win big. It's easy!

L'Europe ne riposte pas à cette nouvelle offensive et Macron a

décidé d'appeler Trump pour discuter d'un G7. C'est la capitulation en rase campagne. La grande leçon à retenir, c'est lorsque la Chine a été attaquée, l'Europe a continué à faire cavalier seul, en jouant la carte "d'allié protégée". Hélas, la décision de Trump va faire mal, très mal ! Il a choisi un moment où le reste du monde doit faire face à l'expansion du Coronavirus. Tout s'écroule ! Si la crise de 2008 relevait de l'éclatement d'une bulle spéculative sur l'endettement, cette fois Trump s'attaque à toute l'économie et la diplomatie.

Pendant que le monde entre en guerre commerciale, que la panique gagne les épargnants, que le virus a été détecté à La Réunion, que les entreprises vont en souffrir, que des travailleurs vont être mis en chômage technique, le Président de la Région Réunion joue à dinette municipale. J'avais écrit que la crise budgétaire régionale allait s'aggraver au deuxième trimestre. La nouvelle offensive de Trump a accéléré la catastrophe. Plus urgent que jamais, la Région doit évaluer toutes les conséquences d'une situation qui s'est terriblement aggravée depuis qu'elle a amputée l'économie réunionnaise de 248 millions pour cette année.

Ary Yée Chong Tchi Kan

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Des mots pas si innocents



Journée internationale de la femme ou des femmes ? Détail sémiotique ? Pas sûr ! Et même une contradiction logique. Car comment associe-t-on l'universalité proclamée de cette journée et la singularité concrète de la personne concernée ? En réduisant l'objet de cette journée à "la" femme, on se condamne à se contenter d'une notion vide, abstraite, désincarnée, définie schématiquement, négativement comme ce qui n'est pas homme. On gomme ainsi la diversité physique, culturelle, émotionnelle des femmes liées à une terre, à un environnement humain original, à des traditions, structurantes ou aliénantes. Dire "la" femme, c'est enfermer un être humain avec tout son potentiel de créativité dans un moule appauvrissant, vide.

Parce que, s'il ne s'agit que de fêter une journée par an quel contenu, quelle valeur donner à cette journée, quelle symbolique ? En réalité, pour avoir du sens, le 8 mars marque La Journée internationale des femmes pour l'égalité des droits, des droits qui ont exigé de mener des luttes diverses.

Car la situation historique des

femmes est marquée par de multiples formes de domination, contre lesquelles elles ont dû se battre avec leurs armes, individuellement et collectivement. Et les champs de ces luttes sont variés. Domination de leur corps, répression de leurs désirs, contrôle de leurs représentations mentales, domination qui a pris des formes violentes (excision, infibulation, lapidation, brûlées vives sous l'accusation de sorcellerie). Le pire est la violence du meurtre au nom de l'amour dans un renversement scandaleux où le coupable se présente comme une victime ! Elles ont dû aussi se battre tout au long des siècles pour faire leur place dans les structures économiques et sociales, faire reconnaître leurs qualités et de là exiger l'égalité salariale. Les luttes récentes ont porté à la lumière des revendications concernant le genre et, des années après les luttes pour le droit à la contraception et à l'avortement, celui de procréer pour les couples homosexuels.

Les droits ne tombent pas du ciel, ils sont conquis, parfois remis en cause. Le féminisme - il faudrait dire "les" féminismes - s'exprime aussi en tant que mouvement de

pensée, qui, aux différents moments de l'histoire, analyse la situation concrète des femmes, esquisse des voies de libération possibles, où la dimension internationale n'efface pas le local. Récemment s'est affirmé l'écoféminisme (terme dû à Françoise d'Eaubonne), mouvement déjà présent dans les années 70, est la conscience d'une relation pacifiée avec la nature qui veut remplacer les divers modes de domination et d'exploitation par la conscience des multiples interrelations entre les êtres vivants. On voit la diversité des manifestations et expressions féministes.

Nous n'oublions pas en cette période électorale la place des femmes sur le terrain politique, place qui fut difficile à conquérir, comme si le pouvoir était un attribut "naturellement" masculin. Ce qui ne veut pas dire qu'être femme préserve des abus dans l'exercice de ce pouvoir, comme le chanteur Renault le rappelait à propos de Mme Thatcher (chanson Ode aux femmes).

L'histoire réelle des femmes n'est donc pas un conte de fées, mais le récit circonstancié de leurs batailles dont le résultat n'est jamais définitif, mais toujours susceptible de remises en cause.

Il ne s'agit donc pas de "la" femme, mais de femmes assumant leur diversité internationale et formulant leurs revendications en fonction de leurs propres besoins, rêves et désirs. Une lutte qui n'est jamais close et qui, parfois refoulée au plus profond de l'être, éclate des années après le traumatisme, témoignant de la douleur subie, innommable.

Brigitte Croisier

Billet philosophique

Solidarité et engagements



La 3e édition de la Marche Réunionnaise pour le Climat le 1er mars à Sainte-Suzanne.

À la Bibliothèque Départementale de La Réunion, le 4 mars a eu lieu une conférence sur le thème « De l'intégration à l'exclusion, Marie-Aline Wuathion (1893 - 1960), « Hussard noir de la République » », où l'historienne Michèle Marimoutou-Oberlé a rappelé avec force la répression subie par cette enseignante réunionnaise exemplaire le 11 décembre 1940 de la part du régime colonial. Cela nous fait réfléchir à ce que nous devons faire face aux « heures sombres de notre Histoire » et face aux divers problèmes de notre société.

Le premier concept que nous évoquerons à ce sujet est la solidarité réunionnaise, qui s'est exprimée de façon exemplaire le lendemain au Témat Champ-Fleuri autour de l'association 1000 Sourires, présidée par Ibrahim Ingar, qui organise de nombreuses actions depuis 14 ans pour aider les marmays en difficultés. Déjà un public très nombreux est venu soutenir ces actions mais aussi plusieurs artistes talentueux, comme les humoristes Thierry Jardinot et Marie-Alice Sinaman, parrain et marraine de cet événement carita-

tif, mais aussi les chanteurs Soan et son papa Nono, Tine Poppy, Audrey Dardenne, Kénaëlle, Mickaël Pouvin, François Joron, Joël Manglou.

Ces chanteurs et chanteuses ont cultivé notamment dans leurs prestations admirables des valeurs essentielles comme la solidarité, avec « SOS d'un terrien en détresse », l'identité réunionnaise, avec notre interculturalité et la résistance à l'oppression avec « pran lo somin Cimendef ! ». Dans cet esprit, nous citerons aussi Thierry Jardinot, qui dans une imitation très touchante a donné la parole à un retraité pauvre, ayant exprimé ses difficultés à vivre avec 423 euros de retraite par mois et ayant interpellé le pouvoir en place en France et qui commande La Réunion.

« Sauver la planète »

Pour remettre en cause ce système mortifère, on peut penser au philosophe Stéphane Hessel, qui dans ses derniers ouvrages nous a lancé ces appels : « Indignez-vous ! » et « Engagez-vous ! » afin de lutter en

faveur d'un développement durable et solidaire. Dans cet esprit, des milliers de Réunionnais ont marché le 1er mars à Sainte-Suzanne pour la lutte contre le changement climatique et la protection de la biodiversité, tout en rendant aussi un bel hommage à Paul Vergès, qui s'est engagé dans la lutte contre le réchauffement climatique et dont on a célébré ce 5 mars le 95e anniversaire de sa naissance.

Cette 3e édition de la Marche Réunionnaise pour le Climat, organisée notamment par le dirigeant communiste Maurice Gironcel et parrainée par Nono du groupe Kiltir, mettait en avant une grande pensée de Paul Vergès : « Il est temps de sauver la planète et de fonder une civilisation responsable de son environnement qui saura respecter toute la chaîne de la biodiversité ». Cette solidarité et ces engagements méritent d'être cultivés et renforcés afin que le peuple réunionnais devienne libre et responsable.

Roger Orlu

Oté

Nou néna in plas dann la COI é i fo ni lite pou gingn so plas-la

Ala lé bèl la ! Nou lé dann loséan indien é i fé konmsi nou lété d'moun étranj ! konmsi La Frans lé plis shé èl isi ké nou lé shé nou !

Lé vré nou lé départman franse. Lé vré lé zot sé in bann zéta indépandan. Mé fransh vérité nou na plis zatome kroshu avèk lo bann manm La Coi ké La Frans par èl mèm. Mi antan déza tré bien in pé apré di, vi ké nou lé départman lé normal sé l'éta franse k'i té koz pou nou, a nout plas, é mèm si li gaskone nout zintéré, nou néna poin arien pou dir, arien pou réklamé, si nou lé pa kontan, nou na ka pran konstan.

Mé alon kalkil in kou ka nt mèm zis pou rofléshi in pé : avèk Madégaskar, Moris, Rodrigue, Sésèl épi komor, nou lé konm frèr. In bonpé d'moun la vni shé nou téi sort dann bann péi-la-lé vré do gré sansa dé fors. Mé an atandan kan ni parl banna ni di souvan dé foi nout bann frèr épi nout bann sèr. Kisa k'i pé dir lo pèp rényoné néna poin zansète komin avèk demoun bann zil lé zalantour.

Kisa k'i pé dir par raport la zéografi nou lé pa voisin avèk banna dopi dé tan é dé tan. Kisa k'i pé dir nou lé pa bien anrasiné isi dann loséan indien, é nou na l'intansyon sort isi pou alé ayèr-inn dé grin konmsa mé pa nout tout an mass. Kisa k'i ozré dir anou

bann bon franse d' frans lé pli morisien pli komor, pli malgash, pli séséloi ké nou. Kant mèm lé ga, dopi dé zénérasyon é dé zénérasyon nout lonbri lé antéré isi é sète banna non.

A ! Sirtou alé pa tir la konstitisyon, alé pa amontr anou nout éstatu, mé tienbo plito kont nout réalité imène, nout réali

zéografik, nout réalité kiltirèl, nout lintéré dann l'avnir. Lé vré nou néna osi konm i di in transh de blan an nou, mé la pa tout é la kréolizasyon la fine pass é arpas par-la. An pliské sa, in konstitisyon, in léstatu, sa sé in konstrikasyon imène sa. Sa i ékri sa é pèrsone i anpèsh pa ékri ali tèl fason k' i tienbo kont nout natirèl, nout kiltirèl, nout listorik, nout lékonomik.

Mé zami, mi pans, i fo ni lite pou k'in plas i rovien a nou dann La coi é mi pans sa sé in konba lé nésésèr pou améné.

Justin